

# Rencontres zéro déchet plastique en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Bilan 2023



## Organisateur



## Partenaires de la mission régionale zéro déchet plastique



## Partenaires territoriaux des 4 rencontres territoriales



# Contexte

Pour la première fois, dans le cadre de la mission d'animation zéro déchet plastique pilotée par la Région Sud, l'Agence de la transition écologique (ADEME) et l'Office français de la biodiversité (OFB), l'Agence Régionale de la Biodiversité et de l'Environnement (ARBE) a organisé 4 rencontres territoriales à destination des signataires et futurs signataires des chartes « **zéro déchet plastique** » et « **plages sans déchet plastique** » en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Ces rencontres ont été organisées en partenariat avec la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour la rencontre du bassin de vie Provençal, la Métropole Nice Côte d'Azur pour la rencontre du bassin de vie Azuréen, l'Agglomération du Grand Avignon et le Conseil Départemental de Vaucluse pour la rencontre du bassin de vie Rhodanien et la Communauté de communes du Sisteronais Buëch pour la rencontre du bassin de vie Alpin.



## Participants

Ces 4 évènements ont regroupé au total 196 participants dont des représentants de collectivités territoriales, d'intercommunalités, de métropoles, de syndicats de déchets, d'établissements scolaires, de gestionnaires de milieux naturels et aquatiques ainsi que des entreprises et associations.

## Objectifs

Mieux connaître les actions mises en œuvre par l'ensemble des acteurs et identifier les solutions concrètes disponibles en vue de diminuer les pollutions plastiques en région.

# Les ateliers d'échanges

## Rappel du format

Lors des 4 rencontres, des ateliers étaient proposés par l'ARBE.

L'objectif était de favoriser l'échange entre les acteurs autour de leurs expériences respectives de mise en œuvre des actions proposées par les deux chartes "zéro déchet plastique" et "plages sans déchet plastique".

3 tables étaient installées dans l'espace, chacune étant dédiée à l'un des 3 objectifs communs aux deux chartes, à savoir :

1. Sensibiliser les parties prenantes aux enjeux des pollutions plastiques
2. Diminuer l'usage des matières plastiques non recyclables
3. Mieux gérer les déchets plastiques produits

Après avoir été répartis en 3 groupes de manière aléatoire, les participants étaient invités à s'installer autour de chacune des tables pour des sessions de 30 minutes.

Chaque session de 30 min se déroulait comme suit :

1. Les participants étaient invités à voter pour désigner les actions prioritaires parmi celles proposées pour atteindre l'objectif.
2. En écho aux votes, les animateurs dévoilaient les premiers résultats de l'enquête en ligne diffusée au cours du 1er trimestre 2023 auprès des 110 collectivités engagées afin de pouvoir effectuer une comparaison entre ce qui est prioritaire d'après leurs votes et les actions qui sont effectivement mise en œuvre sur le terrain.
3. La 3e et dernière étape de chaque session était dédiée à l'identification des clés de réussite et des freins rencontrés par chacun sur leur territoire respectif dans la mise en œuvre concrètes des actions listées et d'échanger librement autour de leurs expériences.

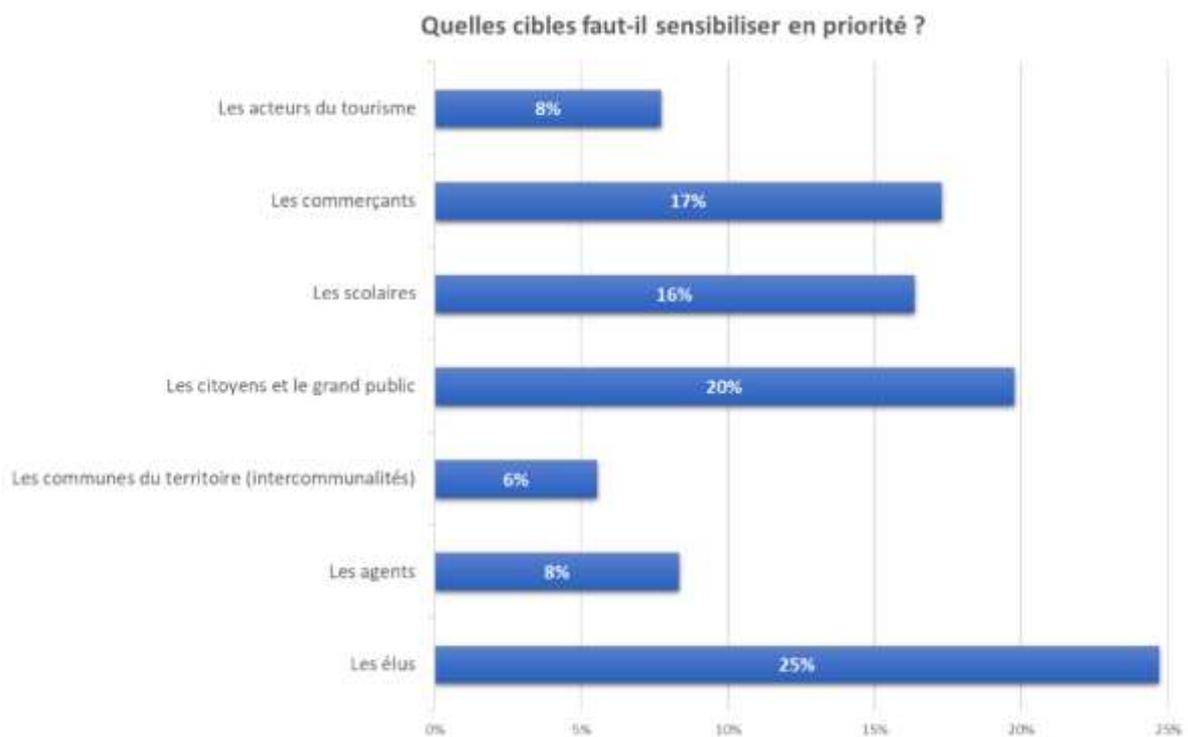


# Objectif 1 : Sensibiliser les parties prenantes aux enjeux des pollutions plastiques

## a. Résultats des votes relatifs à la priorisation des cibles

D'après les participants, les acteurs à sensibiliser aux enjeux des pollutions plastiques en priorité sur leurs territoires sont :

- I. Les élus
- II. Les citoyens et le grand public
- III. Les commerçants



## b. Les clés de réussites et les freins rencontrés

SENSIBILISER	Clés de réussite	Points de vigilance
Les élus	La volonté politique, les échanges de pair à pair (les élus parlent aux élus), sensibiliser les élus à travers un ramassage de déchets en nature et/ou la visite d'un centre de tri, valoriser les initiatives inspirantes déjà mises en œuvre.	Identifier les "fausses solutions", présenter les enjeux relatifs à l'environnement et la biodiversité ne suffit pas à convaincre, il faut parler d'impact économique, manque de temps, manque de solution sur les territoires (lavage de contenants), difficile de caractériser l'impact local des actions, manque de formation des élus.
Les agents	Valoriser les actions mises en œuvre en interne, identifier un ambassadeur ZDP en interne, organiser une journée de cohésion autour d'un ramassage de déchet ou visite d'un centre de tri, le travail transversal et l'appropriation des objectifs par tous.	Actions parfois identifiées comme non prioritaires ou "bobos", turn over des agents et personnes référentes, manque de formation des agents.
Les communes du territoire (action spécifique pour les intercommunalités)	Avoir des actions communes entre EPCI et communes membres, constituer un stock de carafes et gobelets pour une mise à disposition aux communes, proposer un kit de communication commun aux communes et des fiches actions "clés en main"	
Les citoyens et le grand public	Organisation d'actions concrètes, distribution de cendriers de plage, brigade de l'environnement, éduquer au tri, campagne de communication, aller au-delà de sensibiliser : éduquer, former. valoriser l'engagement de citoyens exemplaires (familles zero déchet), inclure de le ZDP lors des manifestations du territoire, être exemplaire en tant que collectivité.	Le risque d'amende pour abandon de déchet fonctionne peu, les personnes qui participent aux ramassages sont déjà convaincues, mobilisation difficile des non convaincus, difficultés techniques qui empêche la mise en œuvre de certaines actions (fontaines à eau, gourdes dans les festivals, etc.).
Les scolaires	Travailler avec le rectorat, s'appuyer sur les AAP du ministère et la labellisation E3D, s'appuyer sur les éco ambassadeurs, organiser des ateliers de sensibilisation notamment en faisant intervenir les agents de la propreté de l'établissement.	Difficulté pour une collectivité d'aller dans l'école, manque de temps des enseignants, manque de financement pour les associations qui interviennent, souvent il y a des projets de classe sur le sujet mais pas de projet d'établissement.
Les commerçants	Sensibilisation des commerçants par les élus, s'appuyer sur des labels, sur les chambres consulaires, les syndicats de commerçants et fédérations de professionnels, utiliser les arguments économiques, mise en place d'une tarification incitative relative aux déchets et verbaliser, communiquer sur les bonnes pratiques de commerçants engagés.	Des supermarchés utilisent encore des sacs plastiques notamment dans le drive, difficulté à impliquer les forains, non ouverture des déchetteries aux déchets des commerçants et artisans, pas de moyen pour accompagner individuellement les acteurs, difficulté à "contredire" une entreprise créatrice d'emplois locaux.
Les acteurs du tourisme	S'appuyer sur des labels existants, proposer des outils de communication en plusieurs langues, ateliers d'échanges avant la saison, s'appuyer sur les offices du tourisme, intégrer des clauses dans l'ensemble des conventions de mise à disposition de l'espace public (kiosquiers, plagistes, etc.), proposer un kit clé en main.	Consigne de tri non homogène en fonction des territoires, crainte de faire fuir les touristes en cas de contraintes, public "de passage" et très diffus difficile à impliquer (camping, hotel, airbnb, etc).
En organisant un ramassage de déchets en nature	Mise à disposition du matériel nécessaire, ramassage à coupler avec des actions ludiques, festives.	Ne débouche pas sur des actions concrètes à la suite du ramassage, participation des convaincus, impression de renouvellement sans cesse de l'action sans résultat de diminution à la source.
En affichant une information tout public		
Autres propositions : nouvelles cibles proposées : les touristes, les plasturgistes, les agriculteurs, les organisateurs d'évènements, les logisticiens		

### c. Les éléments d'analyse de l'animateur



*La sensibilisation des élus est un enjeu majeur pour les collectivités. La difficulté de sensibiliser ce public n'est pas réservée qu'à la thématique des déchets plastiques et les clés de réussite et freins sont similaires quels que soient les sujets. Parmi les clés de réussite, les visites ou la participation des élus à une action de ramassage de déchets, sont régulièrement citées. Cela rejoint les actions d'exemplarité interne de la collectivité qui sont de réels leviers pour tendre vers des démarches plus globales. D'autre part, il serait intéressant de davantage mettre en avant des arguments économiques chiffrés dans la mesure où ce public y est très sensible. Mais le manque de temps et de disponibilité des élus reste un vrai frein pour les sensibiliser et les former. Or cela leur permettrait d'être mieux armés pour certaines prises de décision afin d'éviter les fausses solutions.*

*La grande majorité des collectivités engagées mènent des actions envers les citoyens et le grand public notamment avec des opérations de ramassage de déchets sur les plages ou en milieu naturel. Cette action a fait débat au sein des participants sur sa pertinence pour faire changer le comportement des personnes d'autant que ce sont essentiellement des volontaires déjà sensibilisés qui y participent. Ainsi est-ce que ces actions sensibilisent et responsabilisent vraiment les cibles que l'on souhaite atteindre ?*

*Le public scolaire a fait l'unanimité parmi les participants afin de poursuivre les actions de sensibilisation envers le jeune public, considérés comme les citoyens de demain. Malgré quelques difficultés soulevées, notamment de lien avec l'éducation nationale, les enseignants ou le financement d'intervenants, des actions qui ont prouvé leur efficacité sont déjà réalisées depuis de nombreuses années (éco-ambassadeurs, labellisation scolaire E3D...).*

*La sensibilisation des commerçants et plus largement des acteurs économiques dont ceux du tourisme est également une priorité des collectivités. Néanmoins, de nombreux freins ont été évoqués comme la faible disponibilité de ces acteurs, le manque d'offre alternative, le manque de moyen pour les accompagner individuellement et l'argument économique qui s'oppose souvent avec l'argument écologique. Le constat étant partagé, les échanges se sont davantage centrés sur le témoignage de clés de réussite. S'appuyer sur des relais (fédération, chambre consulaire, association de commerçant, AMAP, ...) apparaît comme essentiel.*

*Plus spécifiquement, les acteurs du tourisme sont de plus en plus sensibles à l'argument écologique afin de répondre à la demande de leur clientèle. La difficulté est d'arriver à capter un public de passage et qui n'a pas le temps de participer à des actions de sensibilisation. Il est donc primordial de s'appuyer sur tous les acteurs de la filière (les hébergeurs, les offices de tourisme, loueur AirBnB, les loueurs de voitures...) en leur mettant à disposition des outils adaptés.*

*D'autre part, nous sommes aujourd'hui face au constat que les consignes de tri ne sont pas homogènes sur le territoire national et européen. Cela complexifie les messages et oblige les touristes à adapter leurs habitudes pour un temps court.*

*Les organisateurs d'évènements sont également des cibles prioritaires pour les participants. Que ce soit par la mise en place de charte, la distribution d'écocup, la mise à disposition de fontaines d'eau..., les collectivités travaillent en bonne collaboration avec ces acteurs qu'ils soient des organismes privés ou des associations locales. La difficulté réside souvent dans l'existence d'alternative aux plastiques.*

*A noter que les usines de production de plastiques, les agriculteurs, les plateformes logistiques ont été cités du fait de leur production importante de déchets plastiques. Les clés de réussite et freins n'ont pas pu être approfondis dans ces ateliers pour ces acteurs.*

*Aurélie RUFFINATTI*

## Objectif 2 : Diminuer l'usage des matières plastiques non recyclables

### a. Résultats des votes relatifs à la priorisation des actions proposées

Pour les participants, les actions de prévention de l'usage des matières plastiques à mettre en œuvre en priorité sont les suivantes :

- I. La mise en œuvre d'une **politique d'achats publics** zéro déchet plastique
- II. L'incitation des restaurateurs et hôteliers à **diminuer l'usage unique**
- III. L'intégration du zéro plastique dans les **manifestations**

#### Quelles actions mettre en oeuvre en priorité pour diminuer l'usage des plastiques ?



## b. Les clés de réussites et les freins rencontrés

DIMINUER	Clés de réussite	Points de vigilance
Adopter une politique d'achats publics zéro déchet plastique	Intégrer le ZDP dans le SPASER, standardiser l'écriture des marchés, former les agents, avoir un référent achats responsables, effectuer un travail de sourcing solide permettant d'identifier les vraies solutions, volonté forte du DGS et des élus, travailler en transversalité et convaincre le service achats, identifier l'opportunité de créer un économie locale.	Peur des marchés infructueux, contraintes budgétaires, manque de soutien hiérarchique, manque de temps des agents, manque de solutions connues, le changement d'habitudes pour faire évoluer les pratiques notamment pour les fournitures en interne est difficile.
Supprimer l'usage unique au profit du réutilisable dans la collectivité	Avoir un agent référent en interne, communiquer sur les enjeux en interne, distribution de gourdes et mis à disposition de fontaines reliées à l'eau potable dans les locaux.	Craintes des agents sur efficacités des alternatives et des fausses solutions, temps nécessaire pour le lavage de la vaisselle réutilisable.
Eco-conditionnaliser les aides financières à la suppression de l'usage unique	Réunion d'information dédiée aux clauses environnementales auprès des acteurs associatifs ciblés, mettre en place une charte associée au déclenchement des subventions.	Manque de contrôle qui nécessite du temps, incompréhension de certaines associations.
Supprimer les plastiques dans la restauration collective (cantine et portage à domicile)	Volonté politique, intégration des équipes de restauration dès le début de la réflexion, catalogue pour lister les alternatives, faire des propositions fonctionnelles d'un point de vue logistique et de financement, effectuer un audit.	Manque de solution pour le portage des repas, changement de process compliqué, difficulté à trouver des solutions pour certains emballages (pot de yaourt, fromages), problématique avec les zones et temps de lavage, dépendance de la collectivité avec les prestataire en cas de DSP et d'absence de concurrence.
Supprimer les plastiques dans les espaces verts et terrains de sport	Sensibiliser les agents des espaces verts aux enjeux et présenter des solutions fonctionnelles.	Impact financier
Intégrer le zéro déchet plastique dans les manifestations organisées dans l'espace public	Labels et chartes d'incitations avec solutions d'accompagnement, informer sur les solutions locales, exemplarité de la commune, évaluation des événements et contrôle sur place, mise à disposition de fontaines à eau, intégrer des clauses zéro usage unique dans les prestations de catering.	Manque d'équipement adapté pour les manifestations ponctuelles, taux de retour faible des gobelets réutilisables, longs trajets pour mettre à disposition les kits dans les territoires ruraux.
Installer des fontaines d'eau potable dans les espaces publics	Communiquer sur la localisation des installations mises à disposition, adapter les fontaines aux bâtiments et espaces publics, distribuer des gourdes pour inciter l'usage des fontaines.	Gaspillage potentiel d'eau sur la voirie publique, confrontation avec les enjeux de sécheresse.
Inciter les restaurateurs et hôteliers à diminuer l'usage unique et développer la consigne	Labels et chartes, instaurer des réductions de facture à travers des tarifications incitatives, accompagner des acteurs pilotes pour inspirer. Donner accès à des solutions, informer sur les risques sanitaires du plastique, développer sur les territoires des solutions de lavage.	Manque de temps des acteurs pour gérer la consigne, modèle économique à créer pour la mise à disposition et le lavage des contenants, difficulté de faire changer les habitudes des consommateurs pour qu'ils ramènent les contenants, consigne difficile à mettre en place avec les touristes de passage.
Promouvoir l'utilisation de matériaux durables dans les équipements sur les plages	Intégrer des clauses dans les conventions de mise à disposition de l'espace public, se faire accompagner juridiquement pour la rédaction des clauses.	Les concessionnaires manquent d'expertise sur les plastiques et se font souvent "avoir" par les fausses solutions", besoin d'un accompagnement pour les aider à identifier les solutions.
Autres actions proposées : Rendre les actions réglementaires obligatoires (cf mise à disposition d'eau potable), ajouter la constitution et la mise à disposition d'une laverie et d'un stock de vaisselle à l'échelle communale ou intercommunale à disposition des acteurs du territoire		

### c. Les éléments d'analyse de l'animateur



*Parmi les 3 objectifs, celui de la diminution de l'usage des plastiques est le plus impactant mais aussi celui dans lequel de nombreuses fausses solutions sont proposées aux collectivités. Il est à noter cependant que les collectivités avancent progressivement sur le sujet.*

*La suppression des plastiques en restauration collective est un sujet qui reste central pour les collectivités dont certaines ont anticipé les échéances réglementaires imposées par la loi Egalim. L'inclusion des enjeux relatifs aux pollutions plastiques sont également de plus en plus pris en compte dans les achats publics.*

*En revanche, parmi les actions face auxquelles les acteurs rencontrent le plus de difficulté figure la suppression de la vaisselle et des emballages à usage unique au profit de « vraies » solutions. Effectivement, compte tenu du manque de solutions locales disponibles en termes d'alternatives réemployables et de solutions de lavage ainsi que l'existence de nombreuses « fausses » solutions, les acteurs publics mais aussi privés (commerçants, restaurateurs, organisateurs de manifestations, etc.) ont des difficultés à avancer. Les enjeux relatifs aux terrains de sport synthétiques dans lesquels sont utilisés des microplastiques de remplissage sont mal connus et peu d'actions de prévention sont à ce jour mises en œuvre.*

*Plus globalement, pour l'accompagnement des collectivités dans le cadre de cet objectif de diminution de l'usage des plastiques, il est primordial de poursuivre l'accompagnement afin d'assurer la mise en œuvre de solutions fiables au regard des aspects techniques, sanitaires et financiers.*

*Claire POULIN*

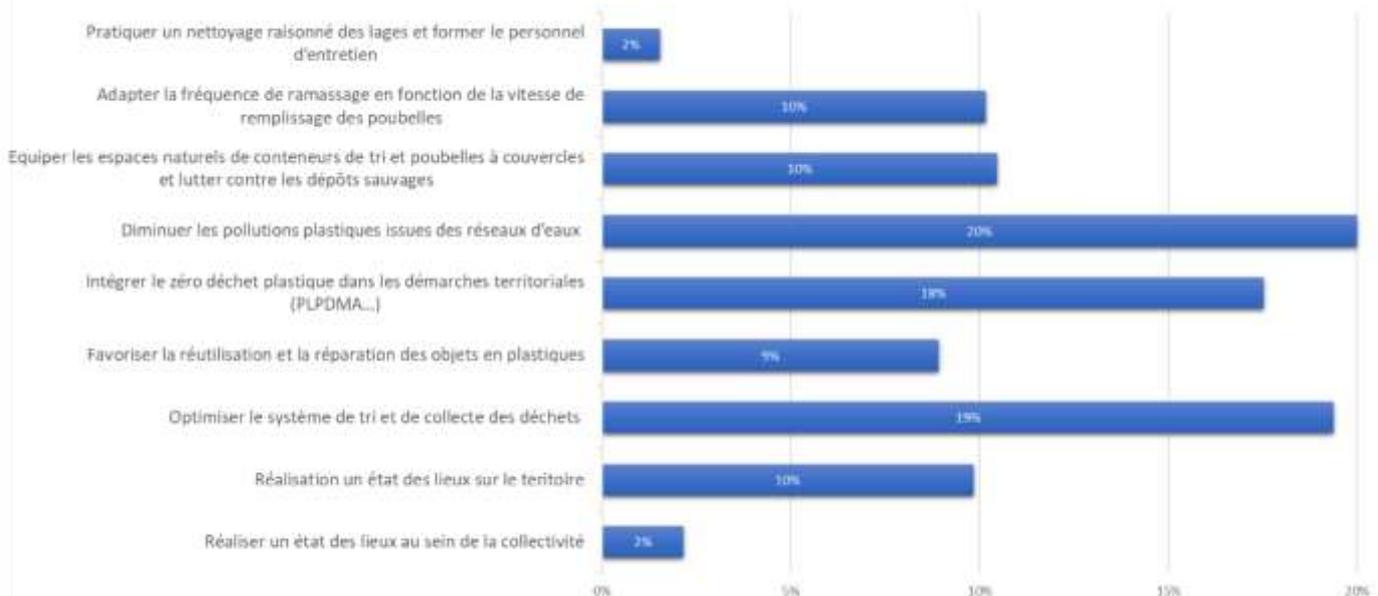
## Objectif 3 : Mieux gérer, valoriser les déchets plastiques

### a. Résultats des votes relatifs à la priorisation des actions proposées

Pour les participants, les actions de gestion des déchets plastiques à mettre en œuvre en priorité sont les suivantes :

- I. La diminution du transfert des pollutions plastiques via les **réseaux d'eau**
- II. L'optimisation du système de **tri et de collecte des déchets**
- III. L'intégration du zéro déchet plastique dans les **démarches territoriales** existantes (ex : PLPDMA)

Quelles actions mettre en oeuvre en priorité pour mieux gérer les déchets plastiques ?



## b. Les clés de réussites et les freins rencontrés

GERER	Clés de réussite	Points de vigilance
Réaliser un état des lieux au sein de la collectivité	S'appuyer sur des acteurs spécialisés dans la caractérisation, mettre en place une carographie visuelle au sein de la collectivité pour que chacun identifie les types de déchets et lieux de production.	Difficulté d'accès aux données, transversalité nécessaire entre les services compliquée à obtenir, impression de "perte de temps" avant de passer à l'action.
Réalisation un état des lieux sur le territoire	Diagnostic des DAE des entreprises et collectivités pour faire le point sur les gisements et les flux, impliquer les citoyens, regrouper sur un seul PAV tous les flux de déchets.	Manque de méthodologie
Optimiser le système de tri et de collecte des déchets	Collecteurs enterrés, s'appuyer sur les études de l'ADEME et les éco-organismes pour les déchets ciblés, sensibiliser le secteur de la logistique.	Importants coûts d'équipement et moyens humains nécessaires, la commune n'a pas la compétence et peu de levier d'action en cas de difficulté, la gestion des déchets des PME du bâtiment et du bricolage.
Favoriser la réutilisation et la réparation des objets en plastiques	Intégrer une recyclerie dans les déchetteries, favoriser les liens avec les acteurs locaux de l'économie circulaire et les associations, organiser des animations territoriales (famille zéro déchet, repair café, astuces DIY).	La réparation et la réutilisation des plastiques est compliquée, coût et complexité réglementaire des recycleries, espace foncier disponible, produits plastiques ignifugés ce qui empêche leur réemploi.
Intégrer le zéro déchet plastique dans les démarches territoriales (PLPDMA...)	Accompagnement dans la rédaction des PLPDMA pour l'inclusions des enjeux relatifs à la prévention des déchets plastiques.	Superposition des démarches territoriales, actions diluées.
Diminuer les pollutions plastiques issues des réseaux d'eaux	Importance d'avoir un stratégie globale sur les réseaux et non pas des actions ciblées (ex : des filets capteurs aux exutoires), importance de repérer les lieux de rejets, mettre en place des actions de prévention des abandons de mégots dans les rues, mise en place de paniers collecteurs dans les avaloirs et organisation de la collecte, rendre les solutions et actions visibles des citoyens.	Crainte que certains des dispositifs soient vecteurs d'embacles et donc d'inondations en amont, coûts des solutions et RH nécessaires pour la gestion des dispositifs.
Equiper les espaces naturels de conteneurs de tri et poubelles à couvercles et lutter contre les dépôts sauvages	Installer des poubelles seulement à l'entrée des espaces naturels et non pas au sein des espaces, installer des appareils photos de piégeage, diminuer globalement la présence de poubelle : moins de poubelle entraîne moins de déchets, communiquer de manière ludique aux usagers pour les inviter à rapporter leurs déchets, trouver l'équilibre entre trop et pas assez de poubelles, implication et sensibilisation des acteurs du tourisme.	Difficultés rencontrées lors des périodes de forte affluence touristique, nombreuses incivilités des usagers qui ne sont pas conscients des impacts.
Adapter la fréquence de ramassage en fonction de la vitesse de remplissage des poubelles	Action efficace mais nécessite plus de personnel, utiliser un logiciel de suivi des taux de remplissage des poubelles pour optimiser la collecte, mettre en place un service spécifique de collecte pour l'évènementiel et adapter la fréquence aux calendriers des événements.	Si les bacs sont vides, les gens sont incités à jeter plus, le vide incite au remplissage, adaptation de la collecte gérée par les EPCI en fonction des disparités des communes.
Pratiquer un nettoyage raisonné des plages et former le personnel d'entretien	Ramassage par cribleuse, agents avec pinces, distribution de cendriers de plage, incitation au ramassage par les citoyens.	
Autres actions proposées : Travailler sur la perméabilité des sols pour diminuer le transfert des pollutions (notamment des routes vs usure des pneus), développer la tarification incitative		

### c. Les éléments d'analyse de l'animateur



*Au regard des trois objectifs, celui de la gestion et de la valorisation des déchets plastiques comporte les priorités d'actions les moins contrastées selon les collectivités et leurs groupements.*

*Les problématiques de partage de compétences en termes de collecte des déchets ne facilitent pas la mise en œuvre d'actions sur des territoires souvent soumis à de fortes pressions. Tout comme les contraintes financières pour le remplacement des installations existantes pour l'optimisation des systèmes de tri et de collecte.*

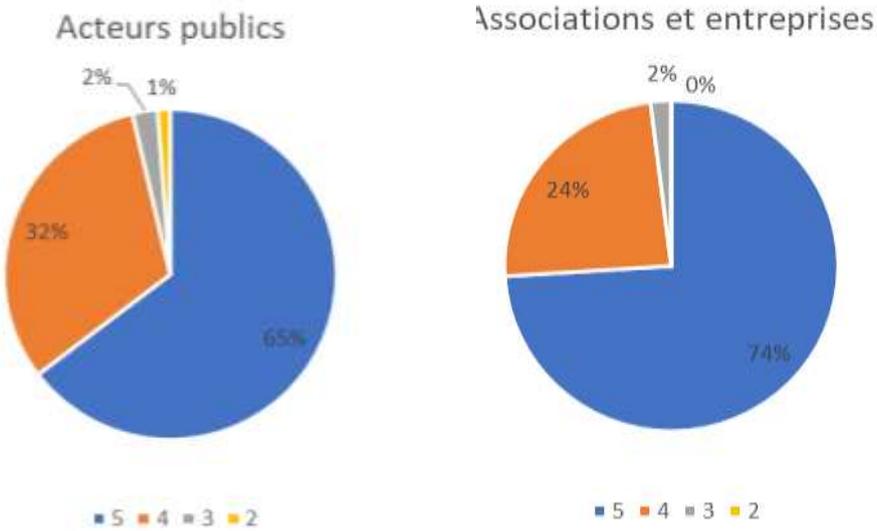
*La diminution des déchets plastiques issus des réseaux d'eau pluviales est par ailleurs, l'enjeu le plus plébiscité par les collectivités. Bien qu'aucune réglementation nationale ne les contraigne dans cette voie, elles reconnaissent la nécessité d'agir avec une stratégie de lutte globale, même si parfois la crainte des coûts importants et d'inondations causées par ces installations se fait ressentir.*

*Plus globalement, cet objectif fait ressortir de réels besoins financiers pour la mise en place d'installations de collecte des déchets. L'enjeu qui apparaît également est la nécessité d'une clarification entre les notions de déchets recyclables et ceux qui le sont effectivement et disposant d'une filière.*

*Nicolas JAMPIERRE*

# La satisfaction des participants

*196 participants*  
*+95% des participants ont noté ≥ 4 / 5*



J'ai apprécié	<b>Format, aspect participatif</b> et contenu des ateliers, buffet, animation, convivialité, contact direct et possibilité de " <b>réseautage</b> " entre acteurs publics privés et associatifs, format "intimiste", diversité des participants
J'ai moins apprécié	Présence de plastiques dans le salon des solutions, pas de contenu technique, pas de rappel des enjeux, <b>ouvertures trop longues</b>
Remarque Suggestion	Proposer la présentation sous forme de pitch de chaque solution, continuer le <b>présentiel</b> , proposer repas végétarien, proposer des temps d'échanges par compétences